



La déstabilisation au Venezuela suit le même schéma qu'au Chili en 1972

Par [Maurice Lemoine](#)

Mondialisation.ca, 12 novembre 2015
telegrafo.com

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Le journaliste Maurice Lemoine a publié un livre au sujet des stratégies putschistes mises en place dans divers pays latino-américains : «Les enfants cachés du général Pinochet : Précis de coups d'Etat modernes et autres tentatives de déstabilisation». Il analyse les techniques utilisées par les médias conservateurs dans le but d'influencer les opinions publiques et légitimer la déstabilisation.

Interview réalisée par le journal équatorien El Telégrafo (www.telegrafo.com.ec/), publiée le 03 novembre 2015.



Vous avez fait des recherches sur les coups d'Etat en Amérique latine et vous considérez qu'il y a des similitudes avec ce qui se passe aujourd'hui dans certains pays dirigés par des gouvernements progressistes. Quarante ans après, quelles sont ces similitudes ?

Je me trouvais à Caracas le 11 avril 2002, lors du coup d'Etat contre le président Hugo Chavez, et j'étais à des points stratégiques comme le pont Llaguno, ce qui m'a permis d'être un des premiers à pouvoir expliquer ce qui s'est réellement passé ce jour-là, photographies à l'appui. Je me trouvais aussi en Bolivie en 2008 lors de la tentative de déstabilisation du gouvernement d'Evo Morales et je connais aussi bien les cas du Honduras -ce qui est arrivé au président Manuel Zelaya [1]- et de l'Equateur [2]. C'est ce qui m'a poussé à écrire un livre sur les « coups d'Etat light » (Les enfants cachés du général Pinochet, 2015 [3]), mais j'ai pensé que pour pouvoir mieux comprendre notre actualité il fallait d'abord étudier les coups d'Etat des années 60 et 70, ce qui m'a permis de trouver les différences et les similitudes dans les techniques employées. Par exemple si vous analysez

ce qui se passe aujourd'hui au Venezuela, la déstabilisation économique mise en place suit exactement le même schéma qu'au Chili en 1972.

Discréditer l'image d'un gouvernement fait partie de ce schéma ?

Oui, ils commencent par discréditer l'image du gouvernement et ensuite ils créent une tension économique. Nous avons pu l'observer l'année dernière lorsque tout d'un coup les médias ont diffusé dans le monde entier la nouvelle qu'il n'y avait plus de papier toilette au Venezuela. On peut se demander comment d'un jour à l'autre il peut ne plus y avoir de papier toilette, mais c'est une campagne qui amuse tout le monde et qui participe à diffuser l'image d'un pays en plein chaos.

En 1972 aussi on ne trouvait plus de papier hygiénique au Chili et pour les mêmes raisons, ce qui se passe est très simple : ils cherchent à importuner la population. Aujourd'hui au Venezuela il faut 4 heures pour faire son marché parce que dans les supermarchés il n'y a plus de riz, plus de farine... et les gens doivent de débrouiller et chercher ailleurs parce que les entrepreneurs ne distribuent plus les marchandises, préférant les revendre à des réseaux informels qui revendent ces produits dans les rues à des prix 3 ou 4 fois supérieurs. Ainsi est provoqué le désapprovisionnement et l'agacement de la population... en plus de l'inflation.

C'est ainsi que vous parvenez à ce que les gens commencent à penser « si nous continuons de voter pour Nicolas Maduro, cette situation va continuer », et c'est ainsi que vous parvenez à affaiblir la base populaire qui soutient le gouvernement. Le même type de sabotage a eu lieu au Chili en 1973 lorsque la grève des camionneurs a eu lieu, avec des conséquences terribles dans un pays qui mesure 4000 Km de long. Retrouver un même modèle de déstabilisation à plusieurs dizaines d'années de séparation permet de penser qu'il ne s'agit pas d'un hasard mais plutôt de techniques déjà connues par ceux qui les mettent en place et qui nous permettent de dire qu'il s'agit de coups d'Etat.

La seule différence c'est qu'il ne s'agit plus de coups d'Etats militaires comme ce fut le cas avec Pinochet, car aujourd'hui ils sont plus prudents et astucieux. Au Honduras en 2009, un commando militaire a sorti le président Zelaya de sa maison, il a été expulsé au Costa Rica et le pouvoir a été remis à des civils. Au Venezuela en 2002 un groupe de militaires a séquestré Chavez, l'a fait emprisonner dans une île au large de Caracas et le pouvoir a aussi été remis aux civils.

Le fait de remettre le pouvoir aux civils est une façon de légitimer un coup d'Etat ?

Même si le pouvoir est remis à un civil, on peut bien argumenter en disant que le président était mauvais, qu'il a violé la Constitution et qu'il s'agit d'un processus de transition, au final c'est quand même un coup d'Etat. L'objectif est de confondre la communauté internationale, peu importe si les propres habitants du pays en question ne se laissent pas duper. A Quito, les citoyens savent très bien ce qui s'est réellement passé le 30 septembre 2010, bien que certains continuent de nier qu'il y a eu une tentative de coup d'Etat.

Les activistes étrangers qui ont participé aux Rencontres Latino-américaines Progressistes 2015, en septembre dernier à Quito, ont dit que lors des événements du 30 septembre 2010 les médias informaient qu'il y avait un soulèvement populaire et non pas de la police. Quel souvenir gardez-vous de ce jour-là?

Les journalistes de droite savent bien que l'information doit contenir une certaine dose de véracité afin de pouvoir légitimer un mensonge. Dans le cas du 30 septembre 2010 en Equateur, ce que les médias internationaux ont surtout souligné c'était l'imprudence du Président de se rendre au Régiment de Quito et ils ont rejeté la faute sur lui en signalant qu'il aurait provoqué un mécontentement des policiers au sujet de revendications salariales.

Nous pouvons citer comme autre exemple les événements survenus en août dernier [4]. Nous savons qu'en Equateur une partie de la population est indigène, et les mobilisations du mois d'août ont été présentées comme « les indigènes contre Rafael Correa », sans préciser qu'il s'agissait en fait d'une fraction de cette population qui, comme l'a souligné le président Correa, représente moins de 3% des électeurs.

En Europe nous avons souvent une vision romantique des indigènes, en plus d'un sentiment de culpabilité à cause de la Conquête et de l'ethnocide qui s'en suivit, donc par définition l'indigène est bon l'analyse ne va pas plus loin... alors qu'il y a des indigènes de droite, progressistes, conservateurs, etc. On observe cette simplification à chaque fois que l'on traite de l'Equateur ou de la Bolivie. Pour le Venezuela, les médias préféreront parler de « société civile » plutôt que de droite ou d'extrême droite.

La stratégie de la droite en Amérique latine consiste à « émouvoir » la communauté internationale?

Un lecteur européen qui lit dans son journal « la société civile proteste contre les mesures du Président Maduro » se sentira proche de celle-ci. En 2014, les médias disaient qu'au Venezuela les étudiants protestaient contre Maduro, mais sans jamais préciser qu'il s'agissait d'étudiants d'extrême droite qui qualifiaient que Maduro était un dictateur.

Et la rapidité avec laquelle ces nouvelles se propagent accentue le discrédit d'un gouvernement...

Les médias n'organisent pas les coups d'Etat, mais ils défrichent le terrain en préparant l'opinion publique internationale à l'accepter une fois le moment venu. En France, on nous a rabâché que Chavez était un dictateur depuis le début de son mandat, et maintenant c'est au tour de Maduro. C'est la même chose pour Rafael Correa.

Mais aujourd'hui, des organismes supranationaux comme l'Unasur et le Celac permettent [aux pays progressistes] de résister à ces attaques de la droite. Et il est important de remarquer que ce que les médias appellent « communauté internationale » ne signifie en fait que « Etats-Unis + Europe », alors que le monde ne se limite pas à cela. Lorsque le président Barack Obama a publié le décret qui considérait le Venezuela comme une menace pour la sécurité des Etats-Unis, celui-ci a été dénoncé par l'Alba, l'Unasur, la Celac, le G77+Chine et le Mouvement des Pays Non Alignés, c'est-à-dire par 2/3 des membres de l'ONU. A moins que les Africains, les Asiatiques et les Latino-américains ne fassent pas parti de la « communauté internationale ».

Les chaînes d'info internationales font partie de ce rouage...

Grâce à l'internet on se rend compte que l'information se limite souvent au « copier-coller ». En Europe nous constatons un phénomène, il existe un journal qui définit la ligne à suivre : El País, d'Espagne. Pour des raisons historiques l'Espagne a toujours été proche de l'Amérique latine, donc les européens considèrent que les Espagnols connaissent mieux

cette région, alors que El País est en fait le porte-parole des multinationales espagnols et le journal le plus hostile envers la gauche latino-américaine. De plus, ce média est actionnaire de Caracol –en Colombie– et du Monde, ce qui aide à comprendre comment fonctionne le système médiatique.

Les ONGs qui défendent la liberté d’expression ferment le cycle ?

Je suis journaliste fervent défenseur de la liberté d’expression, ainsi que du droit à l’information. Et de ce point de vu là les latino-américains ont plus avancé que les européens avec des projets de régulation du spectre médiatique qui n’autorise pas les banques à investir, ce qui est positif, et qui destinent un tiers de ce spectre aux médias communautaires.

Les médias privés dénoncent l’existence de “loi bâillon » dans ces pays, dénonçant une « absence de liberté d’expression », mais pourtant que je viens en Equateur par exemple je lis tous les journaux et je regarde les journaux télévisés, et il me semble bien qu’il existe une liberté d’expression et sinon que l’on m’explique en quoi cela consiste ! Des ONGs comme Fundamedios, Reporters Sans Frontières (RSF) ou la Société Interaméricaine de Presse (SIP) bouclent la boucle. [5]

Le Monde Diplomatique avait dénoncé que RSF était financé par la *New Endowment for Democracy* (NED) et l’extrême droite cubaine de Miami, et nous avons été attaqués pour ça. [6] Aujourd’hui nous savons que la NED a remis plus de 1 million de dollars à l’opposition équatorienne et plus de 2 millions à l’opposition vénézuélienne, l’année où ont eu lieu les violences de rue. [7]

Article original en espagnol : [La desestabilización en Venezuela sigue el patrón de Chile en 1972](#), El Telégrafo, Équateur, le 3 novembre 2015

Traduit de l’espagnol par Luis Alberto Reygada pour [Mondialisation.ca](#)

Luis Alberto Reygada, journaliste indépendant franco-mexicain, géopolitologue, spécialiste de l’Amérique latine.

Notes du traducteur :

[1] – Le 28 juin 2009, le président du Honduras Manuel Zelaya s’est fait séquestrer en pleine nuit par l’armée puis emmené de force au Costa Rica. Il s’était attiré les foudres de l’opposition, du patronat, des forces armées, de certains secteurs religieux et des médias suite au lancement d’une consultation populaire sans caractère contraignant visant à envisager l’élaboration d’une nouvelle Constitution politique, nécessaire selon lui pour mettre en place les transformations sociales permettant d’éradiquer les inégalités et la misère dans son pays (au Honduras 70 % de la population vit sous le seuil de pauvreté et plus de 40 % du revenu national provient des envois d’argent des émigrés). La participation des Etats-Unis au coup sera confirmée plus tard...Lire *Retour des «gorilles» au Honduras* – Maurice Lemoine, 1er juillet 2009, Le Monde Diplomatique (<http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2009-07-01-Honduras>). Vous pouvez aussi consulter le

recueil d'articles *Coup d'Etat au Honduras* réalisé par le site Mémoire des Luttés (consulté le 11/11/2015) : <http://www.medelu.org/-Coup-d-Etat-au-Honduras->, l'interview de M. Zelaya publiée le 21 septembre 2010 par la revue *Marianne Pour Zelaya, Obama ignore le coup d'Etat au Honduras* (http://www.marianne.net/Exclusif-pour-Zelaya-Obama-ignore-le-coup-d-Etat-au-Honduras-1-2_a197682.html).

[2] - Le 30 septembre 2010, Rafael Correa a subi une tentative de coup d'Etat. Des centaines de policiers se sont soulevés dans les principales villes du pays, bloquant l'aéroport et prenant le contrôle de l'Assemblée nationale. Le président équatorien, qui a évité la mort de peu, a accordé un entretien à l'édition espagnole du *Monde Diplomatique*, publié ici en français : <https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2011-01-11-Rafael-Correa-Il-y-eut-bien> (11 janvier 2011).

[3] - *Les enfants cachés du général Pinochet - Précis de coups d'Etat modernes et autres tentatives de déstabilisation* - Maurice Lemoine, éditions Don Quichotte - 2015. Brève présentation du livre ici : <http://www.legrandsoir.info/les-enfants-caches-du-general-pinochet-precis-de-coups-d-etat-modernes-et-autres-tentatives-de-destabilisation.html>. Nous recommandons aussi vivement la lecture de la très intéressante interview réalisée à l'occasion de la sortie du livre ici : "Réfléchir avec les latino-américains" : entretien avec Maurice Lemoine pour la sortie de son livre "Les enfants cachés du général Pinochet" : <https://venezuelainfos.wordpress.com/2015/03/31/reflechir-avec-les-latino-americaens-en-tretien-avec-maurice-lemoine-pour-la-sortie-de-son-livre-les-enfants-caches-du-general-pinochet/> (par Thierry Deronne, Belge naturalisé vénézuélien qui vit depuis 1994 au Venezuela où il participe à la formation et à l'appropriation populaire des médias).

[4] - Début août la Confédération des Nationalités Indigènes de l'Equateur a lancé un mouvement de manifestations -parfois violentes- pour protester contre le gouvernement de Correa. Sur ce sujet nous vous invitons à lire l'excellente analyse de Romain Migus, un Français résidant sur place : *Tentatives de déstabilisation en Equateur. Réflexion sur l'indigénisme occidental* (31 août 2015) <http://www.legrandsoir.info/tentatives-de-destabilisation-en-equateur-reflexion-sur-l-indigenisme-occidental.html>.

[5] - Nous vous renvoyons à la lecture de l'article de Nils Solari *La Société interaméricaine de presse (SIP) contre l'émancipation médiatique* (Acrimed - 2010) afin d'obtenir un aperçu de cette organisation créée dans le but de pour « stopper tout élan d'émancipation - notamment médiatique - qui pourrait faire obstacle aux intérêts privés et à la politique étrangère états-unienne au niveau des Amériques » : <http://www.acrimed.org/La-Societe-interamericaine-de-presse-SIP-contre-l-emancipation-mediatique>.

[6] - Au sujet de Reporters Sans Frontières, lire l'article du journaliste Hernando Calvo Ospina publié en juillet 2007 par *Le Monde Diplomatique* *Financements sans frontières*: https://www.monde-diplomatique.fr/2007/07/CALVO_OSPINA/14910. L'organisation française avait été exclue en 2012 de la liste d'Organisations Non Gouvernementales associées à l'UNESCO (voir l'article de Jean-Guy Allard: <http://www.legrandsoir.info/l-unesco-exclut-reporters-sans-frontieres-affiliee-a-la-cia-pour-ses-methodes-de-travail-controversees-rebellion.html>).

[7] - En février 2014, des manifestations et des blocages de rues débutent dans diverses villes du Venezuela. Les blocages se transformeront en véritables barricades (les « guarimbas ») tenues par des groupes d'extrême droite très violent et qui causeront -sur plusieurs mois- la mort de 43

personnes. Lire à ce sujet :

- *Venezuela : La fabrique de la terreur* - Romain Migus (26/03/2014): <http://www.legrandsoir.info/venezuela-la-fabrique-de-la-terreur.html>
- *Que se passe-t-il réellement au Venezuela ? Questions fréquemment posées* - Venezuela Solidarity Campaign, (27/02/2014):<http://www.legrandsoir.info/que-se-passe-t-il-reellement-au-venezuela-questions-freque-mment-posees.html>
- *Venezuela, les « guarimbas » et le silence européen* - Alex Anfruns, (09/07/2015): <http://www.michelcollon.info/Venezuela-les-guarimbas-et-le.html?lang=fr>
- *Venezuela : incitation à la violence* - La Jornada (08/04/2014): <http://www.legrandsoir.info/venezuela-incitation-a-la-violence-la-jornada.html>

La source originale de cet article est telegrafo.com
Copyright © Maurice Lemoine, telegrafo.com, 2015

Articles Par : Maurice Lemoine

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca